



Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

UNIVERSITE D'ETE 2009 DES ALTERNATIFS

Sous le soleil de Dunkerque

www.alternatifs.org - 40 rue de malte 75011 Paris - 01 43 57 44 80 - contact@alternatifs.org

SOLIDARITÉS
les alter
FÉMINISME

1 PARIS • Tél. : 01

Répression colonialiste

Les Alternatifs expriment leur plus vive indignation après les lourdes condamnations dont ont été victimes les syndicalistes de l'USTKE le 29 juin 2009.

Vingt-six militants ont été condamnés à des peines de prison, les unes fermes, avec ou sans aménagement, les autres avec sursis.

Cinq d'entre eux ont été l'objet d'un mandat de dépôt et conduits au Camp-Est, la prison de Nouméa, malgré l'appel immédiatement lancé par leur avocate. Une telle mesure est normalement destinée à faire cesser un trouble à l'ordre public imminent!

Le président du syndicat, Gérard JOD été condamné à un an de prison ferme.

Jamais en France, un tel jugement n'a été prononcé, quelque soit la violence des affrontements qui parfois ont opposé syndicalistes et forces de l'ordre. Ces condamnations sont scandaleuses.

Les motifs évoqués « *entrave à la circulation d'un aéro-nef* », sont fallacieux et ne tiennent aucun compte de la réalité de la situation qui existait (les manifestants se sont réfugiés dans des avions en stationnement pour échapper aux tirs tendus de grenades lacrymogènes, dont ils étaient victimes).

Leur avocate, Me Cécile Moresco, peut déclarer avec raison : « *on peut mettre des gens en prison, mais jamais leurs idées : elles resteront les mêmes et seront même renforcées avec cette décision de justice, que je trouve éminemment politique.* »

Ces condamnations sont l'expression d'une justice politique coloniale qui tente de réduire au silence les militants de l'USTKE qui n'ont cessé de défendre avec acharnement les intérêts des travailleurs kanaks et exploités et de lutter pour l'indépendance de la Kanaky

Les Alternatifs réaffirment leur entière solidarité avec les militants de l'USTKE et appellent à la mobilisation pour s'opposer à ce jugement inique.

294 bis ?

Ce n'est pas l'immense générosité des Alternatifs qui les a poussés à vous offrir un nouveau numéro 294 de *Rouge & Vert*. Il s'agit, en fait, de corriger une erreur de numérotation qui nous avait amené à attribuer indûment un dossard 294 au numéro 293. Justice est rendue au n°293. Le prochain numéro, en septembre, sera certainement numéroté 295..

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements. Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs. Il nous paraît tout aussi important d'augmenter la diffusion de la version « papier ». Dans les mois qui viennent *Rouge & Vert* et la *Lettre des élu-e-s Alternatifs* se feront l'écho des actions et réflexions pour une alternative sociale, écologique, féministe, altermondialiste à un système en crise, de la bataille pour le rassemblement des forces de la gauche de gauche, de la convergence des courants de la gauche alternative et écologiste, des initiatives des Alternatifs. De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnons les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs en 2009 !)

Je m'abonne!

Nom :

Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»
Je rejoins les Alternatifs en 2009

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre
de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
LES ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris
tel. 01 43 57 44 80

Courriel : contact@alternatifs.org
fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

J. Arnéguy, J.J. Boislaroussie,
B. Caron, C. Darceaux, C. Delors, J. Fontaine,
J.L. Griveau, P. Gugenheim,
P. Hébert, R. Lafontaine et R. Seibel

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€, RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063, Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Régionales et Rassemblement

Les Alternatifs ont engagé la réflexion sur leur positionnement aux élections régionales, un premier jalon avait été posé par la coordination des 13 et 14 juin, le débat sera approfondi lors de la coordination de fin septembre, enfin un week-end de travail programmatique est envisagé au mois d'octobre.

Les premières rencontres de notre mouvement avec le PG et le NPA ont permis des échanges approfondis. Ceux-ci font apparaître un accord sur les deux premières étapes d'une construction unitaire : listes de rassemblement de la gauche de gauche et de l'écologie antilibérale au premier tour, listes indépendantes du PS, bataille claire contre la droite au 2eme tour et fusion «démocratique» de toutes les listes de gauche et écologistes de gauche pour garantir une représentation juste dans les conseils régionaux et battre la droite.

Chaque organisation étant bien consciente que la question des accords de gestion reste un élément qui peut faire capoter le rassemblement. Une réunion avec le PCF aura lieu (mais les conclusions n'en sont pas connues au moment où cet article est rédigé).

Par ailleurs, la FASE, dont nous souhaitons qu'elle ne soit pas tenue à l'écart des rassemblements à construire, semble mieux reconnues par divers partenaires.

Les Alternatifs et le Parti de Gauche ont rendu compte en commun de leur réunion du 26 juin, au cours de laquelle de larges convergences se sont exprimées, et notre mouvement a apprécié positivement le pas en avant que représentait le communiqué commun PG-NPA du 30 juin.

Nous ne pouvons, à ce stade, que nous en tenir à l'«optimisme de la volonté» pour la suite. En effet, lors de leur rencontre du 6 juillet, le PCF et le NPA ont fait le constat de divergences, notamment sur de possibles accords politiques de gestion avec le PS et les Verts dans les régions. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Communiqué

Lors de récentes rencontres avec le NPA et le PG, les Alternatifs ont pu constater de substantielles convergences, tant sur la nécessité de construire des mobilisations sociales et écologiques larges, offensives et propositionnelles, que sur les perspectives politiques.

Ces convergences portaient notamment sur la nécessité d'un rassemblement durable de la gauche de transformation sociale et écologique et de l'écologie antilibérale, un front commun regroupant les organisations politiques et en lien avec les

mobilisations citoyennes et altermondialistes, présent sur tous les terrains de lutte et en mesure de changer les rapports de forces dans les urnes.

L'échéance des élections régionales doit permettre de concrétiser ce rassemblement durable.

Une déclaration commune du NPA et du PG, rendue publique le 30 juin, propose la mise en œuvre d'une démarche unitaire sans exclusive.

Des délégations de l'exécutif des Alternatifs et du Parti de Gauche se sont rencontrées vendredi 26 juin au siège des premiers.

La rencontre a permis un échange sur la situation sociale et politique après les Européennes, les deux organisations ayant une approche comparable des résultats et de leurs significations et en conséquence du renforcement prévisible de l'offensive de la droite dans les semaines à venir. Cette analyse ne fait que renforcer ce que réclamaient déjà ensemble, les deux mouvements lors de leur première rencontre en décembre 2008 : la nécessité d'un « front unitaire de toutes les forces politiques de la gauche de transformation sociale et écologique », dans les luttes et dans les urnes.

Dans ce cadre, les deux partis constatant de fortes convergences stratégiques notamment pour les élections régionales à venir, la discussion a pu rentrer dans les détails. Le PG et les Alternatifs abordent ces élections, comme celles qui suivront, avec une approche majoritaire : il est question de modifier le rapport de force à gauche seul moyen à terme de rassembler une majorité sur un programme de transformation qui sera du coup en situation de battre la droite. En conséquence, elles se prononcent au premier tour des régionales pour un accord national sur des listes autonomes de l'ensemble des forces de la gauche de transformation et de l'écologie radicale. Ces listes seraient porteuses de mesures en rupture avec la logique capitaliste et le productivisme pour les régions, donc autonomes du PS. Leur ambition affichée est d'être en tête des listes de gauche au soir du premier tour dans le maximum de région et du coup en situation d'appliquer leur programme. Seule l'unité la plus large peut le permettre et les deux mouvements s'accordent pour le favoriser d'ici là. .../...

Les Alternatifs sont prêts à s'associer à une telle démarche.

C'est l'orientation qu'ils défendront, lors de leurs prochaines rencontres avec les organisations de la gauche de gauche, dont le PCF dans les prochains jours. Ils se réjouissent que leur Université d'été de Dunkerque soit l'occasion d'un débat public, le samedi 4 juillet, entre les représentants des organisations d'un possible front commun durable pour la transformation sociale et écologique. ■

01/07/09

.../...

Au second tour, le Parti de Gauche et les Alternatifs entendent empêcher que des régions basculent à droite. Pour cela, les deux organisations se prononcent d'ores et déjà pour des fusions techniques – les Alternatifs parlent de « fusions démocratiques » - des listes de gauche à l'exception de tout accord avec le Modem.

Les Alternatifs rappellent, par contre, que la question des accords politiques de gestion dans les régions fait débat et que ces éventuels accords devraient reposer à la fois sur un rapport de forces et sur des contenus qui ne peuvent se limiter au refus (acté par tous) d'alliance avec le MODEM. En outre, ils notent que l'approche critique des exécutifs des conseils régionaux de gauche peut varier selon les régions, la politique n'ayant pas été la même dans les 20 régions concernées.

Les Alternatifs ont dit leur accord pour engager des discussions avec les forces réunies dans le Front de Gauche si cela permettait d'accélérer le processus mais que l'intégration au Front de Gauche pour les Régionales ne pouvait être un préalable à ces discussions.

Enfin la délégation du Parti de Gauche a rappelé que sa proposition de construire ensemble le Parti de Gauche, voulu comme un parti creuset, à travers son congrès de fondation fin 2009 pouvait aussi concerner les Alternatifs. Malgré des convergences substantielles, les Alternatifs ne l'envisagent pas mais affirment qu'ils répondront positivement à toute proposition de débats et discussions publiques sur les contenus à l'instar du forum sur la planification écologique organisé par le Parti de Gauche fin 2008. En conclusion les deux mouvements ont rappelé leur invitation respective à leur rendez-vous de l'été : l'université d'été des Alternatifs où Marc Dolez représentera le PG le 4 juillet, le « Remue-Méninge » du Parti de Gauche le dernier week-end d'août.

UNITÉ

ALTER-PG-NPA

UNIVERSITE D'ETE DES ALTERNATIFS

Sous le soleil de Dunkerque

Le pari de l'Université d'été 2009 des Alternatifs n'était pas gagné d'avance : nous avons dû en changer la date pour éviter la concurrence avec celle de la Fédération, le lieu choisi était éloigné du sud de la France dont bon nombre de fédérations n'ont pu être représentées en nombre, des contraintes en terme d'organisation impliquaient de commencer les travaux dès le 3 juillet, ce qui ne permettait pas la participation d'une partie des enseignant-e-s, enfin le départ en Palestine d'une délégation de militant-e-s des Alternatifs n'a pas permis de nous enrichir de leur expérience.

Les conclusions à tirer de trois jours et demi d'échanges n'en sont pas moins très positives. Si la participation a baissé à partir du dimanche après midi, la journée du samedi a vu la présence de plus de 200 personnes. La proportion de non-adhérent-e-s des Alternatifs n'était pas négligeable, l'engagement du comité des Alternatifs de Dunkerque a été particulièrement efficace et apprécié. Enfin les interventions de militant-e-s associatifs-ves pour la défense de l'environnement ou la solidarité avec les migrants étaient de grande qualité.

Autres éléments très positifs ;
- la prise de responsabilité de jeunes camarades pour l'organisation et l'animation politique de plénières comme d'ateliers (démarche dont témoigne aussi la mise en place d'un porte-parolat des Alternatifs paritaire entre terme, entre autres, générationnel)

- l'avancée de la réflexion sur le projet alternatif, en lien avec l'activité d'un certain nombre de commissions

- la perspective de travailler dans la durée avec des sociologues, politologues, économistes, et des militant-e-s syndicaux, associatifs, écologistes, pour enrichir notre élaboration. Une première échéance est envisagée, dans cette dynamique, dès le début de l'automne.

Nous avons besoin de luttes et d'utopies : aucune de ces dimensions ne faisait défaut dans les débats de l'Université d'été 2009 des Alternatifs.

Dès à présent une réflexion est engagée sur l'université d'été 2010, et des contacts pris en Ile-de-France pour en choisir très rapidement le lieu. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE



A la tribune, Denis Sieffert (Politis) animait un débat de politique générale entouré, de gauche à droite, de Clémentine Autain (La FASE), Pierre-François Grond (NPA), Rachel Lafontaine (Les Alternatifs), Francis Parny (PCF), Michelle Ernis (Gauche Unitaire) et Marc Dolez (PdG). JJ.Boislroussie et Christian PIERREL (PCOF) sont, quant à eux, directement intervenu depuis la salle.

Avant de publier les contributions écrites des intervenants de l'Université et des comptes-rendus détaillés, nous publions ici des extraits de la Gazette de l'université, réalisée en direct à Dunkerque.

ATELIER

UN PARTI MOUVEMENT AUTOGESTIONNAIRE

L'idée de parti mouvement vient de deux constats:

- nécessité d'une forme organisée;
 - les formes d'organisation actuelles sont en crise: forme pyramidale, professionnalisation de la politique, débat de fond escamoté.
- Ce qui caractérise un parti mouvement : une pratique autogestionnaire et l'ouverture aux mouvements sociaux.

On peut regrouper les interventions, lors de cet atelier, selon trois axes:

1 les modes de fonctionnement démocratiques:

- définir des règles d'organisation : adhésion, cotisation, etc
- rotation des responsabilités;
- mandat des élus limité à un à la fois et pas plus de deux consécutifs;
- autonomie des groupes locaux
- respect des minorités

Le débat reste ouvert sur la prise de décision au consensus

2 les conditions d'un fonctionnement démocratique:

- effectuer un travail en commun;
- prendre en compte le rythme de chacun;
- dépasser les inégalités respectives par un travail de formation et de partage;
- relativiser la place des personnalités et des experts qui induit un « consumérisme miitant »
- adopter des modalités de fonctionnement évitant les travers des formes réseaux qui risquent de se révéler très antidémocratiques

3 La construction du projet politique doit émaner tout autant des forces sociales que des forces politiques.

C'est notamment un acquis du mouvement altermondialiste et des forums sociaux.

Un parti mouvement autogestionnaire ?

- un mode de fonctionnement (mouvement)
- un rôle de synthèse (parti)

ATELIER

« PRODUIRE ET CONSOMMER : CHANGER LA DONNE »

De l'art de favoriser la prise de parole.

Lors des universités d'été, les ateliers se déroulent souvent sous une forme assez classique : le thème de l'atelier est introduit par une personne compétente, l'auteur d'un livre, ou un expert. Cet exposé est suivi d'un débat entre les participants. D'autres ateliers revêtent parfois une forme plus originale. Lors de l'université d'été de Dunkerque, ce fut le cas pour un atelier sur le thème : « l'héritage de la colonisation ». Les animateurs, Christian Darceaux et Nathan Boumendil ont proposé que, pour commencer, pendant quelques minutes, chacun note sur un papier les idées que ce thème évoquait pour lui ou pour elle. Puis les participants se sont répartis en groupes plus restreints pour échanger sur ce qui avait été noté. Cette méthode a permis un riche dialogue dans les petits groupes, où tous les participants se sont exprimé librement, évoquant des souvenirs personnels, des situations concrètes souvent injustes ou dramatiques en France comme dans ses anciennes colonies, des colères, des engagements, mais aussi des questions et des problèmes auxquels il faudra bien s'atteler. Enfin les deux groupes se sont retrouvés pour une synthèse. Une moisson d'une immense richesse a ainsi eu lieu, qui pourra certainement être utile pour la préparation d'une université d'été à venir sur ce thème. ■

CD

En introduction de l'atelier, Alain Véronèse a proposé quelques conseils de lecture et a apporté sa réflexion sur la situation écologique et économique : après l'idéal du bonheur des 30 glorieuses; les limites idéologiques sont aujourd'hui atteintes. L'imposture de « l'argent qui travaille » et les foutaises de la dématérialisation ne convainquent plus ! Il faut euthanasier le capitalisme mafieux et changer la donne en tentant de répondre à plusieurs questions : Quoi et comment produire ? Qu'est-ce que la véritable richesse ? Quelle place pour le travail ? Quels autres moyens de socialisation peut-on proposer ?

Mais surtout il est urgent de décoloniser l'imaginaire de la consommation et de la production (les mécanismes de séduction qu'exercent l'argent, les marchandises, la consommation, ...) Les différentes interventions ont abordé les questions conceptuelles (décroissance ? alter-développement ?) ; les solutions à creuser (remettre en cause l'industrie du tourisme, définir nos réels besoins, développer la culture...) ; les freins à l'instaur-

ation d'un nouveau système de production et de consommation (peur de la marginalité, valeur travail...).

Jean-Marie Harribey a pointé en quoi certaines transitions, notamment en matière d'énergies et de transports, restent encore impensées. Il met en garde contre une rupture trop rapide avec le système actuel : pour lui, la décroissance doit d'abord être sélective. Il défend par ailleurs le maintien de la richesse monétaire qui est selon lui un circuit de socialisation essentiel : un redéploiement des ressources budgétaires vers une autre politique économique.



Cindy Bignardi salue les participants au nom des Alternatifs dunkerquois

ATELIER DÉMOCRATIE LOCALE

Trois intervenants ont introduit cet atelier. L'un ayant exercé un mandat d'adjoint, les deux autres ayant été élus en 2008 : un élu d'opposition et un maire. Au total, trois expériences bien différentes, mais aussi beaucoup de convergences.

Le maire d'une petite commune rurale est déconcerté de découvrir les difficultés de faire participer la population aux débats du conseil municipal. Il découvre aussi que dans sa communauté de communes, le président et le bureau peuvent décider de tout.

Un autre intervenant, membre d'un conseil de 35 élus à majorité PS, déplore le mode de scrutin, qui ne laisse que très peu de place aux élus Alternatifs, malgré un score honorable.. Il souligne aussi l'absence de démocratie locale entre les échéances électorales. L'accès à l'information est réservé à la majorité. Les élus de l'opposition dépendent de l'information que la majorité veut bien leur concéder. Sentiment de dépendre aussi des administratifs, eux-mêmes sous la coupe de la majorité. Il note aussi la difficulté de travailler les sujets, car les dossiers ne sont remis aux conseillers que 5 jours avant le conseil municipal.

Le 3eme intervenant a exercé la fonction de maire adjoint à Paris. Il préfère l'expression « démocratie participative » à « démocratie locale ». Il souligne lui aussi le pouvoir du maire. C'est le plus souvent lui et son cabinet qui prennent les

décisions. Les majorités municipales, mais aussi les services administratifs craignent d'être déposés si on pratique la démocratie participative. Il est cependant parfois possible de rapprocher les administratifs et la population. Cela s'avère positif.

Cette triple présentation a été suivie d'un riche débat, avec plus de 20 prises de parole. Plusieurs élus ont aussi fait part de leurs expériences, soulignant également le manque de démocratie. Quelques mots entendus : « simulacre de démocratie », « énorme imposture », « mensonge faramineux ». Certains ont pourtant indiqué que les marges de manœuvre des élus sont variables suivant les situations. Tout peut donc être inventé en matière de démocratie participative. Des questions ont été posées, notamment concernant le respect des textes internationaux sur les droits des femmes, ou sur la question des droits professionnels. Des suggestions ont été faites, ainsi que des remarques comme celle de développer la formation à la citoyenneté. Face aux grosses lacunes de la démocratie représentative, il faut se battre continuellement, et faire preuve d'ambition dans nos propositions (budget participatif par exemple). ■



Durant la table ronde des organisations

Manger moins bête

A cette Université d'Eté comme à la précédente, nous avons fait le choix de proposer à nos participant-e-s des repas végétariens une fois sur deux (et possible-ment végétarien pour l'autre repas), en accord avec nos engagements écologistes et altermondialistes. Parce qu'il s'agit d'investir les pratiques quotidiennes, au-delà de la réflexion et des discours.

Quel lien avec l'écologie ? La production de nourriture carnée est très coûteuse en termes d'eau et d'énergie ("eau virtuelle" consommée dans une journée omnivore = 5000L / 2000L dans une journée végétarienne) ; elle est fortement émettrice de gaz à effet de serre (18% des émissions de GES sur Terre proviennent de l'élevage). Elle participe à la déforestation (création de pâturages ou cultures de soja pour l'alimentation animale, particulièrement en Amazonie).

Quel lien avec l'altermondialisme ? En Europe, on importe actuellement 75% des protéines végétales qui servent à nourrir nos bovins, essentiellement du Brésil et de l'Argentine. Notre forte consommation de produits animaux repose sur des rapports asymétriques entre nos régions et les pays du Sud, pour soutenir notre mode de consommation qui n'est pas généralisable à la planète. Etre pour la souveraineté alimentaire au Sud, cela suppose de revoir ses habitudes au Nord !

C. D.



Plénière Ecologie, ça discute sérieux

ATELIER

LA GRATUITE DES TRANSPORTS EN COMMUN

Le transport est-il un droit ?

Nous avons tenté de savoir si les services publics entrent ou non en contradiction avec le système capitaliste, ou portent-ils en eux le germe du capitalisme, quelque soit la transformation qu'il leur est apportée.

Les transports collectifs ont été mis en place afin de favoriser le déplacement des travailleurs et des consommateurs vers et dans les villes. La première carte d'abonnement s'appelait « la carte ouvrière hebdomadaire ».

La gratuité des transports remet en cause le schéma urbain, affirme que l'environnement est la priorité et pose la question du tout bagnole.

ATELIER

« DÉSObÉISSANCES »

animé par Léa (Alternatifs 37).

Dans l'histoire de la désobéissance, Henry David Thoreau a marqué une première pierre au dix-neuvième siècle, en refusant de payer ses impôts afin de protester contre la politique états-unienne de l'esclavagisme, et la guerre menée par son pays contre le Mexique. Gandhi, Martin Luther King ont ensuite prolongé la pratique et la pensée de ce concept, qui se traduit par des actions collectives, menées au grand jour, non violentes (d'où l'expression de désobéissance « civile »), qui ont pour objectif la modification de la loi, ou des pratiques des entreprises.

Le mouvement français des Désobéissants, auquel participe Léa, a été créé à la fin des années 1990 pour permettre à un pacifisme radical de se manifester, pour apporter des occasions de convergence aux militant-e-s pacifistes et écologistes, et pour proposer des formations dans le domaine de la désobéissance civile non violente.

Le débat qui a fait suite à la présentation de ce mouvement et de ses actions a porté largement sur la question de la complémentarité, ou des contradictions éventuelles entre les engagements partidaires et les pratiques de désobéissance; sur l'engagement des désobéissant-e-s aux côtés des précaires et mal-logés (les Désobéissant-e-s seraient-ils des jeunes « propres sur elles/eux » qui se désintéresseraient des causes sociales les plus graves ?); et sur la traduction éventuelle, en termes de pensée politique, des pratiques désobéissantes. La discussion a montré des divergences de vues sur ces sujets et en particulier sur la deuxième question; elle a montré l'intérêt d'intégrer la désobéissance dans notre pensée et nos pratiques militantes.

LE DERNIER LIVRE D'ALBERT JACQUARD:

Le compte à rebours a-t-il commencé?

Albert Jacquard est un intellectuel réputé. Il aurait pu, comme d'autres scientifiques, vouer toute sa vie à la recherche et à l'écriture de savants rapports. Il a préféré, depuis de nombreuses années, choisir une autre voie et mettre ses compétences et sa notoriété au service des plus humbles: sans-papiers menacés par une expulsion, personnes sans logement.

Il poursuit avec persévérance son combat pour une autre société, pour un monde non-violent, délivré de la soif de pouvoir et d'argent.

Son dernier ouvrage « *Le compte à rebours a-t-il commencé?* » confirme sa vision humaniste du monde. Dans un style limpide, il présente les problèmes auquel le monde est confronté et procède aux rectifications nécessaires.

Ainsi, au sujet de l'expression « *Il faut sauver la planète.* », il nous interroge : « *Est-ce bien la terre qui est en danger?* » avant de démontrer que c'est l'humanité qui est en danger, à cause du mode de vie adopté par les pays riches responsable du désordre environnemental et de l'appauvrissement des pays du Sud où l'espérance de vie est beaucoup moins grande (inférieure d'une trentaine d'années).

Pour Albert Jacquard, l'enjeu est clair : le monde actuel prépare un suicide collectif et il est urgent de construire une autre société.

Celle-ci doit d'abord se débarrasser de la menace nucléaire. L'auteur, après avoir démontré à partir des réflexions de V. Giscard d'Estaing, l'absurdité des armes de dissuasion (p.48) souhaite que la France détruise totalement son arsenal nucléaire et « propose à l'ONU la mise hors la loi de ces armes ». Elle serait alors un véritable « artisan de la paix ».

En ce qui concerne les risques de la bombe P (la surpopulation), Albert Jacquard ne prend pas une position tranchée. La seule conclusion qui s'impose à lui est que, tous les humains

ayant une origine commune, il faut que les frontières deviennent « poreuses » (p69). Cette proposition est cohérente avec le projet collectif d'une société différente axée, non plus sur des territoires aux frontières définies par l'histoire, mais sur une gestion commune de la planète.

Quant au regard d'Albert Jacquard sur la crise, il est intéressant. A juste titre, il s'élève contre l'utilisation du terme "crise" qui désigne habituellement un trouble passager (« *une crise de larmes, une crise de fièvre* ») Employer ce mot, écrit-il « *c'est marquer notre confiance en la stabilité globale des équilibres auxquels nous participons* ».

Or si nous voulons lutter contre les déséquilibres environnementaux, sociaux, économiques, c'est un changement radical qui est nécessaire.

« *L'économie doit laisser place à l'écologie* », écrit-il, ce qui ne peut se faire que par une remise en cause d'une croissance illimitée et par la mise en place d'une société basée sur l'idée de décroissance soutenable.

Bernard CARON



Solidaire et écologique

La crise qui a éclaté en 2007 est la plus grave depuis 1929. Elle n'est ni conjoncturelle ni passagère mais "systémique", car elle remet en cause les structures mêmes de l'économie et de la finance. Cette crise est économique mais c'est aussi « *de façon indissociable* » une crise écologique et une crise de la démocratie.

Pour prendre la mesure de cette crise, ATTAC considère qu'il faut « *replacer la crise actuelle dans le cadre de transformations du capitalisme contemporain, qui s'inscrivent dans le long terme et qui affectent toutes les sociétés du monde* ». La globalisation du capital aboutit à une globalisation de la crise, à la fois crise financière, sociale, écologique, géopolitique, et surtout démocratique.

La crise démocratique est considérée comme la « *racine même de la crise actuelle* ». En faisant apparaître le lien entre les transformations du capital et la crise, ATTAC propose d'en examiner chacune des facettes.

Les auteurs analysent les rapports entre la finance et l'économie productive. La réglementation de la finance n'est pas une réponse suffisante : une autre répartition des richesses et une autre organisation de l'économie mondiale sont nécessaires.

Le néolibéralisme, hégémonique depuis trente ans, se caractérise par une rup-

ture dans le mode de financement de l'économie, dans les modalités de gestion des entreprises, et dans les modalités du rapport salarial. Les politiques structurelles et les contre-réformes libérales ne se comprennent « *qu'à l'aune du caractère considéré comme intangible de ce partage de la valeur ajoutée* » au profit du capital financier et des très hauts salaires.

Les Etats-Unis ont pratiqué une « *fuite en avant contagieuse pour le reste du monde* » à travers l'endettement, le cumul des déficits et la suprématie du dollar.

Le chapitre cinq met en perspective la crise qui sévit au Nord et au Sud : la mondialisation néolibérale ayant conduit à une accélération des crises financières et à leur généralisation à la plupart des pays de la planète., dont les pays "émergents"

Le sixième chapitre décrit les institutions et les mécanismes financiers « *dont la responsabilité est majeure dans l'engrenage ayant conduit à la crise* », et analyse sa propagation en Europe avec la course au risque des banques européennes. Il démontre « *la nécessité de soustraire l'Union européenne à la logique néolibérale et d'encadrer la finance* »

La crise financière s'est propagée à la sphère productive tant aux Etats-Unis que dans les pays de l'Europe occidentale et certains pays émergents. Le "modèle américain" avec ses "clones"

(Grande Bretagne, Irlande et Espagne) est la première victime de la crise. Seule une rupture avec ce modèle peut permettre de surmonter cette crise, un modèle qui a privilégié le profit et la rentabilité immédiats, « *détruisant les activités humaines et transformant leur milieu en désert* »

Attac refuse de voir l'activité humaine soumise aux exigences financières, et appelle l'ensemble des mouvements sociaux à poser des limites à la domination du capital et « *d'insuffler à la crise écologique et sociale sa capacité subversive* ». Des pistes alternatives à la logique du profit et de la concurrence sont mises en débat. Une autre mondialisation est possible si elle se fonde sur les valeurs collectives, les biens publics mondiaux, et la coopération entre les peuples. C'est au mouvement social de parvenir à créer un rapport de force politique favorable « *face aux acteurs publics et privés qui gouvernent aujourd'hui le monde* » ■

René SEIBEL



Sortir de la crise globale, vers un monde solidaire et écologique, ATTAC, sous la direction de Jean-Marie Harribey et Dominique Pihon (Editions la Découverte, 2009)

ANDRÉ FICHAULT

C'est avec une grande émotion que les Alternatifs de Bretagne ont appris le décès du camarade André Fichault. Depuis de longues années, les plus âgés d'entre nous ont partagé nombre de combats militants avec André Fichault, sur tous les terrains de l'émancipation humaine et de la transformation sociale.

Homme de conviction, militant communiste internationaliste depuis la fin de la seconde guerre mondiale, André Fichault aura su rester fidèle à sa classe et marquer durablement plusieurs générations militantes, à Brest et bien au-delà. Syndicaliste à EDF, il aura aussi grandement contri-

bué à redonner toute leur actualité et dimension politique aux notions de contrôle ouvrier et d'autogestion. Vacciné à jamais contre le stalinisme, André Fichault aura, toute sa vie militante, fait preuve d'une grande ouverture d'esprit et d'une volonté de rassembler les forces disponibles pour changer la société.

Les Alternatifs s'associent à la tristesse de la famille d'André Fichault et de ses amis et camarades du NPA et ils les assurent de toute leur amitié. ■

Jean-Louis Griveau
(Les Alternatifs 29)
et François Préneau
(Les Alternatifs 44)



A QUAND LA PROCHAINE CRISE ?

Les origines de la crise des subprimes sont parfaitement identifiées : trop de crédits immobiliers accordés à des ménages non solvables. Comment cela a-t-il pu se produire ?

Trop de crédits

Normalement les banques sont limitées dans la quantité de crédits qu'elles accordent par des règles prudentielles. Elles ont contourné ces règles en "titrisant" les crédits qu'elles ont accordés. Un titre c'est quoi ? C'est un acte de propriété. Les banques agglomèrent différents crédits dans un "titre" et vendent ce titre sur le marché financier. Ce qui leur permet d'accorder de nouveaux crédits.

Des ménages non solvables

Les banques ont accordé des crédits à des ménages non solvables pour deux raisons. D'une part elles prennent le logement en gage. Si l'emprunteur n'honore pas sa dette, il sera expulsé et le logement sera vendu. Comme les prix des logements n'arrêtaient pas de grimper à cette époque la banque ne risquait pas d'y perdre. D'autre part dans la mesure où la banque ne gardait plus les crédits c'était l'acheteur du titre qui devenait propriétaire des crédits c'est lui qui en supportait le risque. La banque était débarrassée du risque de non remboursement et devenait moins regardante sur la solvabilité.

Des titres miraculeux

La composition des titres s'est faite avec la collaboration (rémunérée par les banques) des agences de notation qui, de ce fait, accordaient aux titres (et à tort) une bonne note de solvabilité tout en rapportant d'appréciables intérêts. Ces titres se vendaient donc bien sur le marché financier.

Avec le retournement de la conjoncture ce beau château de cartes s'est écroulé.

Des mesures prudentielles ?

La crise a ébranlé le système financier dans sa globalité. Pour le sauver les dirigeants ont renfloué les banques. Ensuite il fallait réhabiliter le système

discrédité dans l'opinion publique et donc édicter de nouvelles règles prudentielles. Mais tout prouve qu'il ne s'agira que de mesures à la marge, voire cosmétiques.

Des prêteurs responsables

La titrisation des crédits doit être interdite. Les banquiers ne sauraient se décharger du risque lorsqu'elles accordent des crédits. Ce n'est pas ce qui aura lieu. Les gouvernements européens envisagent seulement de contraindre les banques à garder en portefeuille 5 % des crédits qu'elles titrisent. Le moins que l'on puisse dire est que cela ne sera guère dissuasif. C'est le principe même de titrisation des crédits qui doit être banni.

Des emprunteurs solvables

C'est la solvabilité des emprunteurs qui doit déterminer l'octroi d'un crédit et non la valeur du gage. Pour un ménage l'expulsion de son logement ou la situation de surendettement représente un véritable drame humain. Une loi devrait faire supporter aux prêteurs la responsabilité d'un surendettement.

Des agences de notation indépendantes

Actuellement les agences de notation sont rémunérées par les entreprises qu'elles notent. Il y a à ce niveau un conflit d'intérêt. Ce point a été soulevé dans les mesures prudentielles envisagées. Il semble que l'on se contentera de leur interdire d'être en même temps "conseils" des banques qu'elles notent mais sans remettre en cause leur façon d'être rémunérées.

Spéculateurs et paradis fiscaux

Il était difficile de prétendre "moraliser" la sphère financière sans parler de la spéculation et des paradis fiscaux. Les spéculateurs aggravent considérablement les crises. Ils échappent aux règles prudentielles notamment en opérant à partir des paradis fiscaux. En outre deux facteurs accroissent leurs capacités de nuisance : les produits dérivés et les effets de levier.

Les produits dérivés.

Ils consistent non pas à acheter l'objet de la spéculation, mais à parier sur l'évolution de son prix. La spéculation en est amplifiée. Ce qui provoque des bulles, dans le cas des subprimes, une bulle immobilière. La loi devrait les interdire.

Les effets de levier

Les spéculateurs empruntent de l'argent pour augmenter leurs mises. Cet "effet de levier" accroît leurs profits (ou leurs pertes !) mais aussi leurs nuisances. Leur interdire cette possibilité amoindrirait considérablement l'importance de la spéculation. Comme d'autre part il n'est pas admissible que les banques prêtent l'argent de leurs déposants à des spéculateurs (ce qu'elles font actuellement), le mettant par là même en danger, il faudrait séparer les banques de dépôt des banques d'affaires et interdire aux banques de dépôt de prêter de l'argent aux spéculateurs. Cette séparation a été instaurée après le krach de 1929. Elle a été supprimée dans les années 90 avec le développement du capitalisme financier. Les gouvernements, sous la pression des financiers, se refusent à la rétablir.

Les paradis fiscaux

Les gouvernements se sont entendus pour contraindre les paradis fiscaux à fournir des renseignements d'ordre fiscal (lorsqu'ils sont demandés). Cette petite ouverture est loin de correspondre à une transparence fiscale, mais c'est déjà mieux que rien.

Mais les paradis fiscaux sont aussi et surtout des paradis réglementaires. Ils permettent aux financiers et aux spéculateurs de détourner les règles prudentielles en vigueur dans le reste du monde. Supprimer les "paradis réglementaires" n'est pas à l'ordre du jour. Pas plus que les marchés "de gré à gré" qui fonctionnent en dehors des Bourses dans l'opacité la plus complète. Ce qui enlève aux mesures prudentielles prévues l'essentiel de leur utilité puisqu'elles pourront être contournées. Alors, à quand la prochaine crise ? ■

Pierre GUGUENHEIM

Si besoin, demander des précisions concernant cet article, forcément schématique, à pierreguguenheim@orange.fr.

Crise iranienne : VERS UNE DICTATURE ISLAMO-

L'Iran connaît sa crise la plus grave depuis la révolution islamique de 1979. Jamais la théocratie iranienne n'avait été aussi largement contestée, aussi bien dans les urnes que dans la rue (1 à 3 millions de manifestants à Téhéran le lundi 15 juin et des centaines de milliers –sinon plus – dans les autres villes).

Cette contestation, qui fait suite aux fraudes massives survenues lors de l'élection présidentielle, n'a pas remis en cause la République islamique, mais l'a largement ébranlée et a révélé sa véritable nature : une dictature théocratique.



LE SYSTEME POLITIQUE IRANIEN :

Un régime hybride à direction théocratique

Le système politique iranien a été mis en place par Khomeiny après son retour en Iran, en 1979. Il est basé sur le principe (combattu par de nombreux théologiens chiites) du « velayat-e-faqih » qui implique la suprématie du religieux sur le politique et la coexistence –pas toujours facile- entre un pouvoir religieux, dominant, et un pouvoir civil, subordonné.

□ **Le pouvoir religieux** est dominé par un homme, le Guide suprême (ou Guide de la Révolution) et comprend divers Conseils.

◆ La fonction de Guide suprême a été fondée par et pour l'ayatollah Khomeiny. A sa mort (1989) il est remplacé – après de longs débats – par Ali Khamenei. Le Guide –nommé à vie- est aussi chef de l'Etat. Il fixe la ligne de la politique étrangère, contrôle les forces armées et les services de renseignements et a dernier mot sur les sujets sensibles, tel le nucléaire. Il cautionne l'élection du président de la République et peut, sans conditions, le révoquer.

◆ Le Conseil des gardiens de la Constitution, formé de 12 membres (6 nommés par le Guide et 6 proposés par le pouvoir judiciaire) vérifie la conformité des lois votées par le Parlement avec la charia (loi islamique) et la Constitution ; il sélectionne les candidats aux diverses élections (présidentielles, législatives...). Ses pouvoirs sont beaucoup plus étendus que ceux du Conseil Constitutionnel français.

◆ Le Conseil de discernement (formé de 31 membres désignés par le Guide) est présidé par H. Rafsandjani. Il arbitre les

différents entre le Conseil des gardiens et le Parlement.

◆ L'Assemblée des experts (86 membres, tous religieux) est élue au suffrage universel. Présidée elle aussi par H. Rafsandjani, elle nomme le Guide suprême. En théorie, elle le contrôle et peut le révoquer.

□ **Le pouvoir civil** comprend le président et le Parlement, tous deux élus au suffrage universel, mais les candidats doivent être adoubés par le Conseil des gardiens.

◆ Le président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat de 4 ans renouvelable une fois. Ses pouvoirs sont étroitement encadrés par le Guide et les Conseils non élus contrôlés par les religieux.

◆ Le parlement (majlis) compte 290 députés élus pour 4 ans. Dominé par les conservateurs, il est présidé par Ali Larjani. Les pouvoirs sont contrôlés par le Conseil des Gardiens.

Ainsi le pouvoir iranien a une réalité – les religieux – et une apparence – un président de la République et un Parlement.■

J.F

La présidence nationale populiste de l'ultra religieux Ahmadinejad (2005-2009)

Né en 1956 dans une famille très religieuse d'artisans modestes de l'Iran profond, Mahmoud Ahmadinejad a gravi tous les échelons de la République islamique. Il fut d'abord formateur des bassidji –milice de "volontaires" islamiques avant de devenir gouverneur de province puis maire de Téhéran. En 2005, après l'échec des tentatives de réforme de la présidence de Mohammed Khatami, - échec dû essentiellement à l'opposition du pouvoir religieux dominé par le Guide suprême, Ali Khamenei (cf encadré pages suivantes) -, il se présente à la présidentielle, soutenu par les milieux ultraconservateurs et les milices. Après un premier tour marqué par un éclatement jamais vu du corps électoral (5 candidats obtiennent entre 4 et 6 millions de voix, pages suivantes), il l'emporte au second tour contre l'ancien président Hachemi Rafsandjani, l'un des hommes forts de la République islamique depuis sa création, avec un taux de participation assez faible (moins de 60% de votants, ce qui est une première), dû à la désaffection d'une partie de la population qui avait soutenu M. Khatami.

Elu à la surprise générale sans véritable projet (autre que le retour à la "pureté" des débuts de la révolution islamique de 1979) ni adhésion populaire (il a obtenu moins de 20 % des voix au premier tour) et avec des suspicions de fraude, M. Ahmadinejad va se lancer dans une politique populiste voire démagogique ultra nationaliste.

Elu pour «améliorer les conditions de vie des plus pauvres», il connaîtra un échec retentissant en politique intérieure, malgré une augmentation considérable des revenus de l'Iran grâce à l'envolée des prix du pétrole (dont il est le 4ème producteur mondial) : économie bureaucratifiée et peu efficace, inflation record (25 % officiellement en 2008, près du double sans doute en réalité), chômage élevé (10 à 15 % officiellement, mais 25 % des jeunes), corruption généralisée, en particulier dans les cercles fermés des hauts dignitaires du clergé chiite et des milices (1 milliard de dollars aurait disparu des caisses de l'Etat, au profit semble-t-il des milices : gardiens de la Révolution et bassidji), démagogie populiste (distribution d'argent à la population lors de ses

FASCISTE

nombreuses tournées en province)... En politique internationale, il veut jouer un rôle de puissance régionale, en particulier en Irak, en Afghanistan et au Proche-Orient, satisfaisant ainsi le nationalisme traditionnel des Iraniens, nationalisme largement lié aux multiples tentatives d'ingérence étrangères au XXe siècle (cf chronologie). La volonté de développer un programme nucléaire civil et (?) militaire va dans le même sens. Le manque de transparence de ce dossier et le refus de coopérer avec les instances internationales (l'Iran a signé le traité de non prolifération sous le régime du Shah) entraînent à partir de 2006 des sanctions internationales. Le négationnisme de M. Ahmadinejad au sujet du génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale et ses violentes diatribes contre Israël le discréditent - ainsi que son pays - dans l'opinion mondiale. Ainsi, c'est un président affaibli qui se présente devant les électeurs en juin 2009.

Une campagne électorale réellement démocratique... dans un contexte théocratique

Sur plus de 400 candidats potentiels (dont une quarantaine de femmes), le Conseil de Gardiens de la Constitution n'en a finalement retenu que 4 :

- M. Ahmadinejad, le président sortant, ultraconservateur ;

- Mir Hossein Moussavi, premier ministre pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988) et proche de l'ayatollah Khomeiny, il a eu ensuite un rôle de conseiller sous les présidences de M. Rafsandjani et M. Khatami. Homme du sérail, il a su évoluer et est appuyé par les réformateurs, notamment l'ancien président M Khatami ;

- Mehdi Karoubi, ancien président du Parlement, est résolument réformateur. Déjà candidat à la présidentielle de 2005, il était arrivé en troisième position, à 300 000 voix de M. Ahmadinejad, à supposer que le résultat de ce dernier n'ait pas été "amélioré".

- Moshen Rezaï, conservateur critique, il a été le chef des Gardiens de la révolution - de 1981 à 1988 -, pendant

la guerre contre l'Irak, ce qui lui vaut un prestige réel auprès des anciens combattants.

La campagne électorale, terne au début, s'est animée pendant les deux dernières semaines, à mesure que les candidatures de Moussavi et Karoubi devenaient plus crédibles. A la radio et à la télévision, contrôlées par le pouvoir, le temps de parole est loin d'être équitable, néanmoins plusieurs débats contradictoires en direct ont eu lieu et ont permis aux téléspectateurs de se faire une idée plus précise des projets des candidats, avec parfois quelques dérapages, notamment de M. Ahmadinejad.

Mais les nouveautés les plus notables sont autres :

- l'importance d'Internet, en particulier des réseaux sociaux tels Facebook et des outils de microblogging comme Twitter, et des téléphones portables (notamment des SMS) ;

- l'arrivée au premier plan des épouses des candidats réformateurs (M.H. Moussavi et M. Karoubi) qui participent activement à la campagne électorale... ce qui amènera M. Ahmadinejad à faire aussi participer son épouse que l'on n'avait jamais vue dans aucune activité officielle pendant 4 ans !

Le temps de parole est loin d'être équitable, néanmoins plusieurs débats contradictoires en direct ont eu lieu et ont permis aux téléspectateurs de se faire une idée plus précise des projets des candidats.



LE CHI'ISME

C'est une autre manière de vivre et de comprendre l'islam qui renonce aux origines mêmes de cette religion, lors de l'opposition entre Ali (neveu et gendre du prophète) et d'autres compagnons de Mohamed.

Le Chiisme (ou Shi'isme) se différencie du sunnisme (courant majoritaire de l'Islam) par le rôle assigné aux imams, un aspect messianique (retour de « l'imam caché »), une interprétation souvent mystique du Coran et l'importance de la martyrologie.

Contrairement au sunnisme, le chiisme est marqué par l'existence d'un clergé hiérarchisé avec, à la base, les mollahs, puis les hodja-

toleslam, les ayatollahs et enfin les ayatollahs marja (« source d'inspiration »).

Implanté dans diverses régions du monde musulman au Moyen Age, il est devenu la religion nationale de l'Iran au XVIe siècle, marquant ainsi à la fois l'appartenance de l'Iran au monde musulman, mais aussi son opposition avec le monde turc et arabe, très majoritairement sunnites.

L'islam sh'ite a été largement instrumentalisé par Khomeiny à des fins politiques, voire politiciennes (concept du « *velayat-e-faqih* » : gouvernement par le juriste théologien), en opposition d'ailleurs avec de nombreux autres théologiens. ■

JF.

Chronologie

- 1905 : Révolution constitutionnelle. - 1911
- 1909 : Création de l'Anglo-Persian Oil Company qui a le monopole de l'exploitation pétrolière.
- 1925 : Prise du pouvoir par le général Reza Khan qui fonde la dynastie Pahlavi. Première modernisation autoritaire du pays et conflit avec les religieux.
- 1941 : Sur pression des Alliés (EU, RU et URSS), Reza shah, trop proche de l'Allemagne nazie, abdique en faveur de son fils Mohammad Reza.
- 1951 : Nationalisation du pétrole par le gouvernement Mossadegh.
- 1953 : Coup d'état organisé par la CIA, arrestation de Mossadegh et retour de Mohammad Reza shah.
- 1962 : Lancement de la « révolution blanche », nouvelle tentative de modernisation autoritaire sous la direction du shah dont le régime devient de plus en plus dictatorial et répressif.
- 1978 : Des émeutes de plus en plus violentes amènent la révolution populaire du début de l'année 79. Le retour en Iran de l'imam Khomeiny (1-2-1979) marque la prise en main de la révolution par les religieux, puis l'élimination des courants de gauche (Toudeh-PC, Fedayin Khalq...)
- 31-03-79 : Création de la République islamique (approuvée par référendum avec 98 % des voix).
- 1980 : Guerre avec l'Irak. - 1988
- 1997 : Le réformiste M. Khatami est élu à la présidence.
- 2005 : Election de l'ultraconservateur M. Ahmadinejad. Réactivation du programme nucléaire.
- 2006 : Premières sanctions de l'ONU sur le programme nucléaire.
- 2009 : Réélection de M. Ahmadinejad.

In fine, cette campagne va mobiliser très fortement la population iranienne, notamment les femmes et la jeunesse qui s'étaient largement absentes en 2005, suite à la déception de la présidence de M. Khatami.

Des résultats frauduleux

Le dynamisme de la campagne avec le retour des jeunes sur la scène politique, les multiples échecs de Ahmadinejad aussi bien en politique intérieure qu'extérieure... tout laissait



LES RESULTATS ELECTORAUX OFFICIELS ... ET OFFICIEUX.

2005		
	Premier tour	Second tour
Inscrits	43,5 M	43,5 M
Votants	27,1 M (62,1%)	25,7 M (59,1%)
• H. Rafsandjani	5,7 M (21,1%)	9,2 M (36,5%)
• M. Ahmadinejad	5,4 M (19,9%)	15,9 M (63,1%)
• M. Karoubi	5,1 M (18,7%)	
• Ghalibat	4,1 M (13,9%)	
• Moin	4,1 M (13,9%)	
• Autres	2,8 M (10,3%)	

M = millions

NB : des soupçons de fraude (en faveur d'Ahmadinejad) ont pesé sur cette élection

2009 : premier tour		
	Officiels	Officieux
Inscrits	46,2 M	
Votants	39,2 M (85%)	
• M. Ahmadinejad	24,5 M (62,6%)	5,7 M (13,6%)
• M. Moussavi	13,2 M (33,7%)	19 M (45,2%)
• M. Karoubi	0,33 M (0,8%)	13 M (31%)
• M. Kezai	0,68 M (1,7%)	3,5 M (8,3%)

M = millions

Sources : Libération 15 et 16-06-09, Le Monde 21/22-06-09 et Le Monde diplomatique juillet 2009

Les données, aussi bien officielles qu'officieuses étant présentées de manière partielle, les chiffres sont approximatifs.

prévoir que le peuple iranien allait 'sortir le sortant', ce qui ne faisait ni l'affaire du Guide suprême qui depuis longtemps avait pris fait et cause pour Ahmadi-nejad, ni de leurs soutiens communs, certains religieux ultraconservateurs depuis toujours opposés au suffrage universel (« *la volonté de Dieu est supérieure à celle du peuple* ») et plus encore le complexe militaro-politique, à savoir les Gardiens de la Révolution (pasdarans), doublure de l'armée officielle entièrement aux ordres du Guide et première puissance économique du pays, véritable Etat dans l'Etat, auxquels il faut rajouter la milice, les bassidji. Il est donc très probable que le camp ultraconservateur avait planifié, sinon avant le premier tour de l'élection présidentielle, ses résultats ! (cf tableau). La fraude massive (dans deux provinces, il y aurait eu plus de votants que d'inscrits et dans plusieurs dizaines de bureaux de vote, le taux de participation aurait oscillé entre 130 et 140 % !) invalide totalement les résultats officiels. Mais, rien ne permet de dire que les résultats officiels approchent la réalité. Le seul point certain, c'est qu'il y aurait dû avoir un second tour, soit entre Moussavi et Karoubi, soit entre Moussavi et Ahmadi-nejad.

Une protestation massive

La contestation contre les résultats frauduleux publiés le samedi 13 juin est à la mesure de leur invraisemblance. Les trois candidats floués dénoncent immédiatement la fraude, des manifestants descendent instantanément dans la rue, en criant « *Mort à la dictature* » et « *A bas le coup d'état* » et en demandant

« *Où est passé mon vote ?* », tandis que le soir, résonne sur les toits des « *Allah Akhbar* », rappelant les débuts de la révolution de 1979. La protestation atteint son summum le lundi 15 juin, quand, à l'appel de M. H. Mousavi, de M. Karoubi et de M. Khatami, l'ancien président, des millions d'hommes et de femmes, de tous âges et de toute condition, se rassemblent dans les rues de Téhéran et d'autres grandes villes du pays pour demander l'annulation des élections du 12 juin et une nouvelle élection.

Une réponse féroce

La répression, commencée dès le samedi 13 juin avec la fermeture des sites Internet, la coupure des réseaux de téléphone mobile et de certaines chaînes de télévision (BBC, El-Arabia...), l'interdiction de travailler des journalistes étrangers puis leur renvoi... s'aggrave dès le 16 au soir avec l'intervention de la milice, les bassidji, troupes d'assaut (appelés parfois SA), chargés des basses œuvres du régime, qui n'hésitent pas à tirer sur la foule, faisant plusieurs morts. Dans la nuit, ils attaquent les cités universitaires, défenestrant de nombreux étudiants (3 garçons et 2 filles auraient été tués). La répression va passer à une phase supérieure dans les jours suivants, aussi bien à Téhéran que dans les villes de province ; des unités spéciales des pasdarans (gardiens de la révolution) y participent à côté des bassidji. Les ma-

nifestations systématiquement interdites continuent cependant avec des effectifs de plus en plus limités, dans des villes entièrement quadrillées par les milices et où les communications (téléphone, internet...) sont de plus en plus difficiles. Deux semaines après l'élection présidentielle, les manifestations sont devenues impossibles. Le bilan est de plus en plus lourd : des dizaines de morts - 40 ? - des centaines de blessés et des milliers d'arrestations parmi les partisans de M. H. Mousavi et de M. Karoubi et de leurs soutiens (des proches collaborateurs des deux candidats ainsi que des membres de la famille de M. Rafsandjani). Les arrestations se font à toute heure du jour et de la nuit, sans mandat, par les milices et les personnes enlevées sont dirigées vers des destinations inconnues, des casernes de miliciens généralement où l'on peut imaginer des interrogatoires discrets et musclés.

La machine répressive des ultraconservateurs est en marche et rien ne semble pouvoir l'arrêter.

L'Iran : statistiques

- Superficie : 1 635 000 km²
- Population : 72,2 M hab (en 2008)
(33,7 M hab en 1976)
- Taux d'accroissement annuel : 1,6 %
- Indice synthétique de fécondité : 2
- Espérance de vie à la naissance : 71 ans
- Population de moins de 24 ans : 50 %
- Population urbaine : 70 %
- Taux de scolarisation des filles : 77 % en 2006
24 % en 1976
- PNB (2007) : 250 milliards de \$
- PNB (hab. 2007) : 3 600 \$
- Composition ethno linguistique :
 - ☐ famille iranienne : 73 %
 - Persans 50 %
 - Kurdes 8 %
 - Autres 15 %
 - ☐ famille turque
 - Azaris 20 %
 - Autres 4 %
 - ☐ Autres familles (Arabes...) : 3 %
... mais 95 % de la population parle le persan.



Un régime fragilisé, une population révoltée, la dictature, seule solution ?

La crise de juin 2009 a aggravé le divorce entre une population urbanisée, cultivée, avide de liberté et un régime autocratique et répressif. Ce que veut la population iranienne aujourd'hui, c'est avant tout plus de liberté, ne plus être soumise au diktat d'un régime honni et de ses milices qui s'autorisent tous les débordements. Est-ce à dire que la population iranienne remet en cause aujourd'hui la République islamique ? Cela ne me paraît pas du tout certain. Au contraire, les cris « Allah akbar » qui ont retenti tous les soirs depuis les toits de Téhéran renvoyaient au début de la révolution de 1979, avant sa mise au pas et l'élimination des progressistes par les religieux réactionnaires; cette référence aux débuts de la révolution, à l'unité du peuple iranien pour se débarrasser du régime du shah, n'est évidemment pas neutre : les événements de la mi-juin 2009 sont le début d'un

véritable soulèvement populaire qui remet en cause non seulement « l'élection » d'Ahmadinejad, mais aussi le rôle du Guide suprême, Ali Khamenei, qui a abandonné son rôle d'arbitre en affichant ostensiblement son soutien au président sortant. Ce faisant, il a commis une faute politique d'une extrême gravité, il a déstabilisé sa fonction de Guide suprême, sa légitimité est atteinte... mais pouvait-il faire différemment s'il voulait maintenir son pouvoir quasi- absolu par le biais de son protégé Ahmadinejad ?

Cette crise pose évidemment bien d'autres questions, en particulier celle des oppositions au sein des instances de la République islamique qui paraissent plus divisées que jamais en deux courants :

- celui des ultraconservateurs autour du Guide Ali Khomeini et du « président », Ahmadinejad, que le philosophe Slavoj Žižek qualifie de « *vrai populiste islamo fasciste corrompu* » (le Monde

28/29-06-09 (cf aussi supra)

- celui des réalistes-pragmatiques-réformateurs autour de Rafsandjani, Moussavi, Khatami, Karoubi...

L'évolution des rapports de force entre ces deux courants est très difficile à prévoir ; le premier contrôle les principaux moyens de répression (pasdarans, bassidji), le second semble avoir le soutien de la plus grande partie du haut clergé chiite, notamment de plusieurs ayatollahs marja.

Aujourd'hui, on peut penser que la crise iranienne est loin d'être terminée, elle peut durer longtemps, des mois, voire des années. A court terme, il semble bien que le pouvoir ultraconservateur sort gagnant, mais au prix d'une dénaturation totale du régime de la République islamique, la fraude électorale l'a fait basculer vers une dictature islamo-fasciste (ou à tout le moins islamo-totalitaire). Mais à moyen terme les jeux ne sont pas faits. Des millions d'Iraniens sont descendus dans la rue en bravant les interdits du pouvoir pour réclamer leurs votes "volés" et leurs droits bafoués ; ils ont montré qu'ils pouvaient défier l'ordre « islamiste » qui leur est imposée par la dictature. Une nouvelle explosion est possible. Au XXe siècle, l'islam a connu deux révolutions, 1906-1909 et 1879. Qu'en sera-t-il au début d'XXIe siècle ?

Cette situation iranienne n'est pas sans conséquences, internationales, notamment sur l'évolution des mouvements islamistes – pour lesquels la révolution de 1979 et sa mainmise par les religieux chiites avait été un atout décisif- et sur les questions régionales : Irak, Afghanistan, mais aussi conflit israélo-palestinien, l'élection d'Ahmadinejad étant évidemment béni pour cet autre va-t-en guerre du nom de Nethanyaou . ■

Jacques FONTAINE

L'AFFAIRE VINCENT GEISSER :

UNE SCANDALEUSE ATTAQUE CONTRE LA LIBERTE DE LA RECHERCHE

Vincent Geisser, sociologue spécialiste de l'islam au CNRS, a été convoqué le 29 juin devant une commission administrative disciplinaire car il aurait diffamé le fonctionnaire sécurité défense du CNRS Joseph Illand, général à la retraite chargé de la « *sauvegarde du patrimoine scientifique* ». Cette fonction, à la mission vague, a été créée en 1986 et permet à des militaires de carrière de juger de la pertinence des travaux scientifiques des chercheurs et enseignants chercheurs des organismes de recherche (CNRS, INRA, INSERM, IRD...) et des universités... ce que l'immense majorité des personnels concernés, à commencer par l'auteur de ces lignes, ignorait !

Dans le collimateur de J. Illand depuis 2004, V. Geisser a écrit, dans un courriel privé, que ce « *fonctionnaire de défense est un idéologue qui traque les musulmans et leurs amis* » comme, à une certaine époque on traquait les juifs et les Justes ».

Les travaux de V. Geisser dont la qualité scientifique n'est pas remise en cause, ne font cependant pas l'unanimité dans la communauté des chercheurs, en particulier sa complaisance vis-à-vis de l'islamisme, mais il s'agit là d'un débat académique classique en sciences sociales qui doit pouvoir être mené tout à fait indépendamment de toute influence politique, policière ou sécuritaire. Ses prises de position publiques (conférences, contributions sur le site oumma.com...), où il critique aussi bien « Ni putes, ni soumises », « Sos-Racisme » que le recteur de la Mosquée de Paris ou les musulmans laïques, sont certes très discutables, mais elles relèvent de la liberté d'expression. Aussi, même si l'on est comme moi en désaccord avec V. Geisser, il faut signer et diffuser la pétition de soutien (signée par plus de 5000 personnes le 28 juin) : <http://petition.liberteintellectuelle.net>. ■

JF.



**Retrouvez
toutes ces infos sur le
site des Alternatifs :**
<http://www.alternatifs.org/>

Forte mobilisation CONTRE AGREXCO

EN LANGUEDOC ROUSSILLON

Depuis plus d'un mois des Associations, organisations politiques et syndicales, des militants se mobilisent CONTRE l'implantation de l'entreprise Israélienne AGREXCO à Sète et ont crié PAS un Euro Public CONTRE le Peuple Palestinien ! OUI à la création d'emplois respectant les DROITS des Palestiniens et protégeant les PAYSANS Languedociens !

C'est en pleine attaque contre Gaza en Janvier 2009 que Georges Frèche le Président de la région Languedoc-Roussillon, engageant tout le Conseil

régional, annonçait des promesses d'emplois dans le port de Sète, « grâce » à l'arrivée d'AGREXCO. Début Mai il énonçait son projet de faire d'Israël, le « partenaire privilégié de la Région ».

AGREXCO est une entreprise Israélienne (arrivée probable en 2010) qui exporte illégalement en Europe 70% des productions agricoles des colonies Israéliennes – c'est-à-dire des territoires occupés, volés aux Palestiniens. AGREXCO est le leader mondial de l'exportation de fruits, légumes et fleurs, une entreprise détenue à 50% par l'Etat Israélien. AGREXCO est un instrument

essentiel de la colonisation agricole, notamment dans la Vallée du Jourdain, où 95% des terres et 98% de l'eau ont été confisquées par les colons Israéliens !!

Le Président de Région promet 200 emplois en 10 ans pour 200 millions d'Euros d'investissement de la Région, donc d'argent public..

Hélas, un vote a eu lieu au Conseil Régional le 23/2/2009, sans aucune opposition. Mais le nom d'AGREXCO n'apparaissait pas, seul celui de GF Group, groupe portuaire Italien. Question : les élus Régionaux pouvaient ils ignorer ce projet ??

APPEL :

« nous refusons AGREXCO car – la politique des « droits de l'homme » de l'Etat d'Israël est condamnée par le Parlement Européen – car la politique colonialiste de l'Etat d'Israël est condamnée par les instances internationales – car l'attaque criminelle de GAZA a été condamnée par tous les peuples de la planète – car AGREXCO est un instrument direct de la colonisation agricole – car ce choix est une absurdité écologique

Un courrier a été adressé à tous les groupes politiques du Conseil régional : les Verts et le groupe PCF se sont prononcés CONTRE le refus d'AGREXCO à Sète ou ailleurs.

Cependant nous ne négligeons pas la question de l'emploi, de l'activité du port de Sète, mais nous pensons que d'autres projets peuvent exister en synergie avec un autre type de développement régional, tant au plan agricole qu'en terme d'infrastructures. Avec la Confédération paysanne, « nous refusons la complicité politico-économique qui entérinerait la politique coloniale d'un état et participerait à la destruction de milliers d'emplois agricoles en Languedoc Roussillon ».

2 Jours de mobilisation ont eu lieu les 24 et 25 juin : Mercredi 24 juin à 9h30 à Nîmes Une Marche CONTRE l'Apartheid en Palestine et l'implantation d'AGREXCO à Sète, un Rassemblement devant le Conseil régional à Montpellier le jeudi 25 juin à 9h à l'ouverture de la session du Conseil régional (pour info : pour assister aux séances, il faut s'inscrire plusieurs jours avant, et nos copains inscrits, ont été refusés la veille. Ainsi le public est « choisi ») puis une Manifestation le 25 juin à 18h depuis le Conseil régional jusqu'à la place de la Comédie. Plus de 1200 manifestants, de tous les départements du Languedoc Roussillon, et aussi d'autres départements.

D'autres actions sont prévues en Septembre, Octobre et nous souhaitons élargir notre combat au plan national et européen dans le cadre de la Campagne BDS = Boycott, Désinvestissement, sanctions. Tous les contacts sont recherchés (Italie, Grèce...)

Des Associations réagissent. L'AFPS écrit un courrier à Georges Frèche, qui répond « qu'il ne mélange pas économie et politique ».

Rapidement une large COALITION se met en place. Un APPEL est lancé. Nous, les ALTERNATIFS, sommes parmi les 1ers signataires. Nous sommes à ce jour, plus de 80 organisations, locales et nationales : **partis** Alter, NPA, Les Verts, PG, PCF / **syndicats** : Confédération Paysanne, Solidaires / Associations : AFPS, UJFP, CIMADE, CCIPPP, génération Palestine, ...

**Janie ARNÉGUY,
les Alternatifs 30**



<http://alterspalestine2009.wordpress.com>
C'est l'adresse du blog de la délégation des Alternatifs en Palestine depuis le 7 juillet. Alors que nous mettons sous presse, il est encore impossible de savoir s'il sera possible à nos camarades de l'alimenter régulièrement. Le plus simple consiste donc à vous y connecter de temps en temps.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

AUTOGESTIONNAIRES

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

L'autogestion Aujourd'hui

COMPTE-RENDU DU DÉBAT ORGANISÉ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES AMIS DE TRIBUNE SOCIALISTE (ATS) ORGANISÉE LE 21 MARS 2009.

Le débat a été introduit par Pierre Thomé (membre des ATS) et Richard Neuville (animateur de la commission internationale des Alternatifs).

Pierre, dans le cadre de l'ouvrage qu'il projette¹, a effectué des entretiens auprès d'acteurs actuels d'initiatives autogestionnaires en France. Il présente une comparaison entre la conception des jeunes et des plus anciens d'entre eux. Le terme même d'autogestion ne veut pas dire grand-chose pour les jeunes et il convient d'adapter le discours des années 70.

	Anciens	Jeunes
Centres d'intérêt	Les mouvements sociaux et l'entreprise	L'humanitaire
Les valeurs	Les mouvements d'action catholique, le féminisme, le collectif et l'organisation	L'économie sociale et solidaire La place des femmes n'apparaît plus comme une question

Mais ni pour les uns ni pour les autres l'autogestion n'apparaît comme un projet politique global. Il s'agit de pratiques et d'orientation de luttes.

Pourtant, Richard pense qu'il faut poser la question comme projet global. Elle est réapparue ces dernières années en Amérique latine sous deux formes.

D'un côté à travers des luttes et des mouvements de résistance à l'Empire (nord-américain) et comme foyers d'innovation sociale. C'est le cas du mouvement des « piqueteros » en Argentine (collectifs de chômeurs), du mouvement des Sans-terre au Brésil, ou encore de la CONAIE au Pérou. Ces mouvements pratiquent l'appropriation sociale et sont organisés territorialement dans les vastes espaces étatiques concernés.

La crise argentine du début de la décennie a permis un renouveau du mouvement

coopératif, les travailleurs récupérant les entreprises tombées en faillite malgré les interventions policières. En s'appuyant sur les quartiers, ces mouvements ont obtenu l'expropriation des propriétaires défaillants. Entre 2001 et 2003, 200 entreprises industrielles regroupant 15000 travailleurs se sont constituées ainsi.

L'entreprise ZANON est un exemple : passée de 240 à 470 travailleurs sur la période, elle combine activité de production et action sociale de quartier.

Sur le plan institutionnel, suite à l'adoption de la nouvelle constitution vénézuélienne, des espaces d'autogestion se sont constitués dans les deux champs de la citoyenneté et de l'économique. Dans le champ citoyen, une loi de 2006 a créé des structures de gestion locale par les habitants. Des conseils communaux regroupant de 200 à 300 familles sont élus pour deux ans hors partis. Ils se dotent de conseils pour la santé, le logement ou les transports.

Dans le champ économique, les coopératives sont passées de 1000 en 1999 à 100 000 en 2006. Les grosses entreprises ont été nationalisées et co-gérées par l'Etat et les salariés.

Au cours du débat un intervenant rappelle que pour le PSU, l'autogestion est partie d'une démarche pragmatique pour aboutir à un projet global d'alternative au capitalisme et au socialisme bureaucratique. **L'autogestion est un but, mais aussi un chemin et un moyen.**

La démocratie participative ou la reprise en coopérative constituent un moyen mais non pas un projet. La première n'ambitionne pas de se substituer aux institutions tandis que la seconde est une démarche défensive.

La notion de rencontre des usagers et des salariés qui apparaît dans les luttes de défense des services publics, renvoie à une autre ambition.

Côté chemin, un autre intervenant souligne qu'une lutte n'est pas "autogérée" mais

"auto-organisée".

Une autre rappelle qu'autrefois le MPL et au MLO², constituaient des associations d'usagers intervenant dans la gestion des services publics et la gestion de maisons familiales.

Pour Alain Desjardins, le chemin c'était aussi l'idée de promotion collective grâce à la formation citoyenne et l'éducation populaire. La jonction militants/intellectuels jouait un rôle central pour aller vers un projet politique global.

Le projet autogestionnaire pour certains ne peut être qu'un projet socialiste. La disparition du concept est la conséquence de la disparition de tout projet socialiste.

Cette question divise les participants entre ceux qui pensent possible un « *socialisme du 21^è siècle* » (selon l'expression d'Hugo Chavez), et ceux qui pensent que le socialisme étant dévalué et perverti il faut faire émerger des concepts nouveaux.

Les premiers soulignent l'intérêt que porte toute une frange de la jeunesse au concept (chez les libertaires notamment mais pas seulement), tandis que les seconds pensent qu'il faut se décentrer par rapport à l'entreprise ou encore que l'écologie politique est de fait un projet autogestionnaire.

Dans la situation présente et la suite de fermetures d'entreprises, il y a urgence à empêcher le déménagement des machines. Ce serait une première étape qui permettrait ensuite de discuter du projet.

Les luttes qui vont se multiplier, ne pourraient-elles pas relancer un grand mouvement social ?

Même si l'autogestion est à réinventer, elle peut redevenir une voie d'alternative au capitalisme des dernières décennies et une solution à la crise sociale et politique actuelle. Faire revivre l'autogestion est une des principales tâches du moment, pour une association qui s'y réfère dans ses statuts. ■

José Pi

1. Voir son canevas sur le blog des ATS

2. Mouvement de Libération du Peuple et Mouvement de Libération Ouvrière des années d'après guerre. Anc[^]tres du PSU

Saïd Bouziri, 40 années de luttes.

Venu de Tunisie pour faire des études, Saïd Bouziri s'engage rapidement dans des actions militantes, du soutien au peuple palestinien jusqu'au droit de vote des résidents étrangers, dans des structures différentes en fonction des époques.

N'ayant pas pris la nationalité française (« *je prendrai la nationalité française quand les étrangers auront le droit de vote* »), il était parfaitement intégré aux luttes pour la justice et l'égalité évoluant avec le temps de la mouvance maoïste et du Mouvement des travailleurs arabes (MTA) à la Ligue des droits de l'Homme (« *à la LDH, je ne veux pas m'occuper des questions de l'immigration* »).

En fait, il a été dès le départ, très actif sur toutes les questions liées à l'immigration. C'est d'ailleurs cet engagement, notamment autour du meurtre du petit Djilali Ben Ali à la Goutte d'Or à Paris, en octobre 1971, qui lui a valu, sous prétexte d'un retard de quelques jours lors du renouvellement de son titre de séjour, un avis d'expulsion. Auquel il va répondre, avec son épouse Fawzia, alors enceinte, par une grève de la faim, soutenue par de nombreux militants et intellectuels.

Cette grève de la faim a introduit en France un type de lutte qui a choqué nombre de militants : cette violence faite à soi-même s'oppose à la violence collective pour changer la société. La création du MTA a aussi posé problème aux partis ou syndicats. Mais ces formes de lutte mettaient en évidence des lacunes dans la défense des travailleurs étrangers exploités et qui n'avaient pas de papiers. Grèves de la faim et MTA témoignent de la volonté de ces travailleurs de se prendre en charge.

C'est en 1973, lors de la grève de la faim de 56 Tunisiens à Notre Dame de Ménilmontant que, arrivé depuis quelques mois à Paris, dans le 20ème arrondissement, militant du PSU, j'ai fait connaissance de Saïd. Je l'ai retrouvé des années plus tard dans les campagnes en faveur du droit de vote : votation citoyenne et pour une citoyenneté européenne de résidence.

Mais entre-temps, Saïd a participé à bien d'autres initiatives : création de "Radio Soleil", du journal *Sans frontières*, lutte des sans papiers, notamment Saint Bernard, « troisième collectif »... Nous avons pu constater ensemble, lors des nombreuses manifestations que depuis des années la lutte était la même, seule la couleur des intéressés changeait. Et Saïd était toujours là.

Au-delà des luttes quotidiennes, qui empêchent quelquefois de voir plus loin, Saïd présidait Génériques dont le but est de faire leur place dans l'histoire aux travailleurs immigrés qui, venant de différents horizons, ont participé, sur tous les plans, à la construction de la société française telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Surtout, penser à Saïd, c'est voir immédiatement son sourire ouvert, généreux. Nous n'étions pas toujours d'accord et il pouvait être dur dans la discussion. Mais cela na jamais porté atteinte à la chaleur de son sourire et de son amitié.

Notre pensée, aujourd'hui, va à Fawzia, à Jihane, sa fille et à Jasmine sa petite fille. ■

Paul Oriol





Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements.

Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs (www.alternatifs.org). Il nous paraît tout aussi important d'augmenter les diffusions de la version «papier».

Dans les mois qui viennent *Rouge & Vert* et *la Lettre des élu-e-s Alternatifs* se feront l'écho des actions et réflexions pour une alternative sociale, écologique, féministe, altermondialiste à un système en crise, de la bataille pour le rassemblement des forces de la gauche de gauche notamment aux élections européennes, de la convergence des courants de la gauche alternative et écologiste, des initiatives des Alternatifs.

De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnent les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. Le montant de l'abonnement est de 50 euros par an (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs en 2009 !)



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert»
 et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2009

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
 Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

INUTILE, COÛTEUX, ANTI-ÉCOLOGIQUE ET ANTISOCIAL

NOTRE DAME DES LANDES AÉROPORT ? NON !

DU 1^{ER} AU 9 AOÛT 2009

SEMAINE DE RÉSISTANCE

LA ROLANDIÈRE À NOTRE DAME DES LANDES (44)

SAMEDI 1^{ER} AOÛT

2^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL

LE PLANCHER DES VACHES

CONCERT À PARTIR DE 20 H

DIMANCHE 2 AOÛT

RANDONNÉE PÉDESTRE AVEC LAND'ART À 9H00

9^{ÈME} PIQUE-NIQUE DES OPPOSANTS À 12 H

DU 3 AU 9 AOÛT

CAMP ACTION CLIMAT

ATELIERS, DÉBATS,
CONCERTS, PROJECTIONS

SAMEDI 8 AOÛT

MANIFESTATION

ARRIVÉE DE L'ALTER TOUR, ACTION DE MASSE

INITIATIVE DE LA COORDINATION ANTI-AÉROPORT* SOUTENUE PAR: ATTAC, AMPT, L'ARBRE VOYAGEUR, CIRCA (CLOWNS ACTIVISTES), ÉKOLO-SOLIDAIRES, DÉCROISSANTS RADICAUX, EUROPE-ÉCOLOGIE, FAUCHEURS ET SEMEURS VOLONTAIRES 44, FASTI, GREENPEACE, NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE, OBJECTEURS DE CROISSANCE, LE PARTI DE GAUCHE, LES ALTERNATIFS, LES VERTS, RÉSEAU ACTION-CLIMAT, RÉSEAU NO PASARAN, RÉSEAU SORTIR DU NUCLÉAIRE, UTOPIA...

www.resistance-ndl.org • contact@resistance-ndl.org - ACIPA : 06 71 00 73 69

